

CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION À L'ENTRÉE DU CDFN MARS 2016

Le joli mois de mars...

Atonie du mouvement syndical, marasme du mouvement social, résignation... Ce sont des mots que nous avons beaucoup employés, des constats que nous avons déplorés, il n'y a pas si longtemps encore. Pourtant, les attaques que subissent les salarié-es ne datent pas d'hier. Mais le projet El Khomri est l'agression de trop pour la population, pour celles et ceux qui ont un emploi comme pour les autres, chômeurs-ses, jeunes, retraité-es. Une agression dont la violence étonne d'abord, rassemble ensuite, soulève enfin...

Nous avons aussi constaté la montée des idées d'extrême droite et du FN ces derniers mois ; et s'il est toujours bien vivant, il n'empêche qu'en ce début de mouvement social, il n'est ni présent ni audible. Une raison de plus, s'il en faut, pour continuer !

La loi El Khomri est un concentré de politique anti-sociale : elle incarne une politique libérale tournée vers l'intérêt des patrons, au mépris des privé-es d'emploi, au détriment des salarié-es. Pas étonnant qu'elle cristallise à ce titre toutes les colères, les rancœurs, les exaspérations accumulées depuis 2012 à l'encontre de ce gouvernement. Pas étonnant non plus qu'elle soulève l'indignation car elle renferme en son sein de quoi exploser les droits collectifs protecteurs au profit d'un rapport de force local défavorable aux salarié-es : le pot de fer contre le pot de terre ! De multiples dispositifs contenus dans le projet sont dangereux, mais c'est la philosophie même de la loi qu'il faut combattre, car elle vise à renforcer

la domination des patrons sur les salarié-es, dont la subordination est encore accentuée par un contexte économique de précarité et de chômage de masse. Le gouvernement défend un projet cher au Medef : il avance à coups de mensonges et présente comme un remède au chômage le fait de faciliter les licenciements et de réduire les droits des salarié-es. La population n'est pas dupe, les nouvelles formes de mobilisation sur internet, la participation très conséquente aux actions de rue le 9 mars en sont la preuve. La marge de progression est encore grande pour gagner, mais la lutte est bien enclenchée : la jeunesse est engagée dans l'action, ce qui est un atout. Elle avance une nouvelle date de mobilisation le 17.

D'autres actions sont prévues d'ici le 31. Les forces syndicales déterminées pour l'action ne désarment pas. La position de la FSU qui exige le retrait de ce texte est juste, elle contribue à faire grandir l'opposition au projet dans les têtes de nos collègues. Il faut poursuivre les explications, montrer comment l'affaiblissement du code du travail impactera très vite le statut de la FP, convaincre de mener ce bras de fer pour obtenir le retrait du projet.

Quand la goutte d'eau...

Une politique libérale martelée à tous les niveaux a porté à son comble l'exaspération de la population. Le monde du travail est directement visé : les cheminot-tes étaient massivement en grève le 9 mars pour défendre leur statut, les salarié-es de la Poste sont aussi mobilisé-es le 23, ceux des Douanes le 24, le monde de la culture prévoit des actions, la fonction publique se mobilise pour défendre salaires et emplois le 22. En cohérence avec la loi El Khomri, les négociations s'ouvrent sur la nouvelle convention Unedic qui vise à réduire encore les droits des chômeur-ses, notamment par la dégressivité accrue des allocations chômage.

Ces attaques s'accompagnent d'une politique assumée de **répression syndicale** : Air France, Good Year, sont les exemples emblématiques de mesures de criminalisation du mouvement social plus répandues. Elles entrent en résonance avec la ligne sécuritaire, liberticide et xénophobe adoptée par le gouvernement au lendemain des attentats de novembre. La **constitutionnalisation de l'EU**, la réforme annoncée de la loi pénale, et la sinistre déchéance de nationalité ont déporté l'action du gouvernement sur le terrain de l'atteinte aux libertés fondamentales, de la politique de la « guerre civile » qui pousse une partie de la population contre l'autre. Cette accumulation est devenue insupportable pour les citoyen-nes, la coupe est pleine. Sur toutes ces questions, la FSU doit poursuivre au sein du collectif « nous ne céderons pas » et mobiliser contre l'EU lors des initiatives prévues, y compris en développant des collectifs locaux.

De la même façon, le gouvernement mène une politique de grands projets inutiles qui servent avant tout les intérêts financiers des entreprises concernées et piétinent les questions environnementales en méprisant l'avis des

populations concernées. NDDL est à ce titre emblématique, et il faut se réjouir du succès de la manifestation du 27 février à NDDL, à Barjac, et poursuivre l'implication de la FSU dans ces combats.

Coordonner toutes les actions, faire monter la pression

Les attaques sont nombreuses et violentes : elles s'accompagnent d'un début de mouvement social qui ne s'était pas manifesté avec autant de vitalité depuis bien longtemps. Il n'y a évidemment pas lieu de se plaindre d'un tel climat social et d'un bon nombre de mobilisations, mais il convient de ne pas les opposer et de les articuler. Les luttes sectorielles sont en général bien suivies car elles touchent au quotidien des salariés. En les mettant dans l'action, elles contribuent ainsi à construire le rapport de force indispensable pour gagner. Elles permettent aussi « d'occuper » le terrain social en jalonnant les semaines de journées d'action et font ainsi grandir la contestation. Les mobilisations du mois de mars sont légitimes, elles sont issues d'appels à l'arc syndical large et si elles semblent sectorielles, elles ont toutes pour point commun d'être la conséquence de politiques libérales cohérentes : elles ne s'opposent pas entre elles, et doivent faire de la grève du 31 une journée de convergence. Déjà, les organisations de jeunesse appellent à une nouvelle mobilisation le 17 : si les jeunes sont bien présent-es et déterminé-es, la mobilisation jusqu'ici n'a pas fait le plein et la responsabilité syndicale est engagée pour réussir à la dynamiser : en ce sens, toutes les dates investies doivent être des réussites, la FSU doit donc appeler à y participer partout, aux côtés de la jeunesse, pour faire monter la pression jusqu'au 31. **La journée du 31 est essentielle** pour obtenir le retrait du projet El Khomri, pour peser pour une réforme progressiste (qui comporte de nouveaux droits protecteurs) du droit du travail, mais aussi pour inverser la politique libérale et austéritaire du gouvernement ; il y a un enjeu majeur à réussir cette mobilisation, **la FSU doit appeler clairement les collègues à la grève** ce jour-là. L'heure est à l'affrontement : cette journée du 31 ne doit pas rester sans lendemain, et nous ne devons pas perdre de vue l'objectif de la généralisation de la grève en avril.

Au sujet du 22...

Il n'y a pas débat entre nous au sein de la fédération : la question salariale est centrale pour répondre aux revendications et conditions de vie des agents ; le fait de réunir une intersyndicale large et de poser une date de grève au moment du RV salarial est le signe d'une stratégie syndicale positive.

Il est donc très regrettable que cette journée de grève n'ait pas lieu.

La FSU ne peut pas pour autant sembler abandonner les revendications salariales, sa responsabilité envers les agents comme face au gouvernement en dépend : il faut apporter une attention particulière à la communication pour expliquer l'évolution des modalités d'action, et réussir à porter la question salariale en marge d'un appel ferme à la grève ; faire le lien entre les questions du secteur public et celles du secteur privé et ne pas les opposer ; inscrire notre action du 22 dans ce calendrier de mobilisations inédit, centré sur le projet de loi El Khomri, et faire systématiquement le lien entre nos revendications sectorielles et les questions plus larges, en ciblant la responsabilité de la politique libérale et austéritaire menée par le gouvernement.

de Calais n'offre pas des conditions d'accueil dignes aux migrant-es, ceux-ci en avaient fait un lieu de vie et de solidarité, avec les bénévoles et les ONG. Son démantèlement sous prétexte d'insalubrité, sans solution de relogement satisfaisante, est d'une violence terrible. La FSU doit soutenir les mobilisations citoyennes et le travail des associations à Calais, et relayer les actions qui ont lieu en Angleterre en faveur des migrants.

Europe et réfugié-es

Les pays européens sont traversés par une crise inédite de migrations de populations qui fuient les guerres, les dictatures et la misère dans leur pays d'origine. L'accueil des réfugié-es au sein des pays membres de l'UE se résume bien souvent au projet : «un-e réfugié-e accueilli-e, un-e illégal-e expulsé-e», indignité assumée. Certains pays érigent des murs à leurs frontières, d'autres fixent des quotas... indécentes régressions de plusieurs décennies. L'Europe ferme ses frontières et s'érige en forteresse, au risque de déclencher une crise sans précédent en son sein, comme à ses portes, en Turquie notamment. L'UE préfère accorder des milliards à la Turquie pour qu'elle « contienne » les réfugiés sur son sol... au passage, la répression dans ce pays est accrue contre les journalistes, les kurdes, les droits de l'Homme continuent à être bafoués, en toute indifférence. L'Europe des marchés a toujours primé sur l'Europe des peuples, mais aujourd'hui, la démonstration est faite qu'on ne peut plus adhérer à cette Europe-là, qu'il faut d'urgence en changer les règles. La France n'est pas en reste en matière de traitement inhumain des populations réfugiées : si la jungle